



OPALE
OBSERVATOIRE
PARTENARIAL
ECONOMIE
EMPLOI
INSERTION

MARS 2025



La filière cinéma-audiovisuel dans la métropole de Lyon

► Contexte

Cette étude a pour objectif de dresser un état des lieux synthétique de la filière cinéma-audiovisuel dans la métropole de Lyon et plus largement en Auvergne-Rhône-Alpes. Elle s'inscrit dans un contexte où le paysage évolue fortement : concurrence accrue à l'international et à l'échelle nationale entre les régions, montée en puissance des plateformes... et où un certain nombre d'acteurs font part de leurs inquiétudes quant à l'attractivité de notre territoire et sa capacité à garder un tissu artistique et économique dynamique.

Elle a également pour but de montrer les modalités de soutien en faveur de la filière de la part des collectivités locales, majoritairement des Régions.

Champ de l'étude

Nous avons retenu l'ensemble de la chaîne de valeur de la filière cinématographique et audiovisuelle, de l'écriture à la diffusion.

Méthodologie

Afin de mesurer l'emploi, nous avons attribué des codes d'activité pour chaque secteur de la chaîne de valeur.

Les codes d'activités ont certaines limites car ils ne correspondent pas toujours exactement à la réalité des différentes phases de la chaîne de valeur de la filière. Les entreprises ont un et un seul code d'activité alors qu'elles peuvent avoir plusieurs activités et être positionnées sur différents maillons de la chaîne de valeur, travailler pour le cinéma et l'audiovisuel. De plus, les frontières sont poreuses entre le cinéma-audiovisuel et d'autres secteurs : jeu vidéo, communication et publicité par exemple.

La source utilisée pour comptabiliser l'emploi salarié privé et le nombre d'établissements correspondant est celle de l'Urssaf. Elle permet de comparer les différents territoires entre eux, régions et métropoles

ainsi que d'avoir une évolution dans le temps.

Limites : seuls les emplois dit permanents (CDD et CDI) sont comptés. Les emplois intermittents ne sont pas pris en compte par cette source.

Nous avons complété ces données avec celles d'Audiens qui est le gestionnaire des données sociales du secteur culturel. Celles-ci sont disponibles à l'échelle régionale par activité du secteur cinéma-audiovisuel. Elles comptent le nombre d'emplois permanents, intermittents et pigistes. Des statistiques sur la production de films d'animation en tant que telle sont fournies, ce que ne nous permettent pas les codes d'activité.

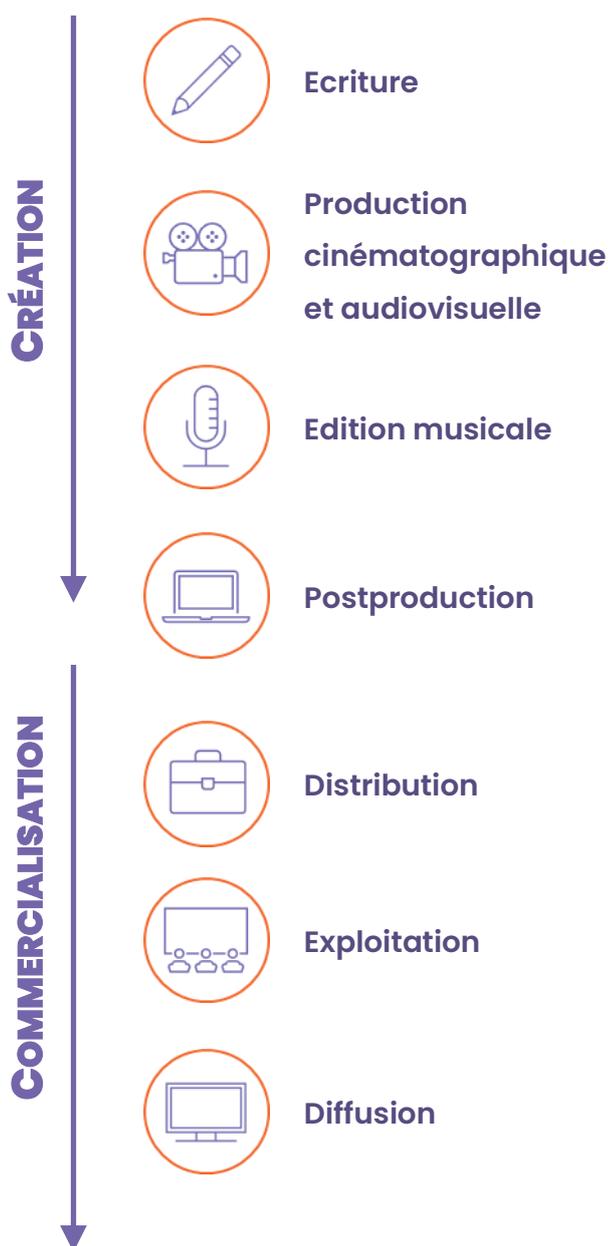
Nous nous sommes également appuyés sur un certain nombre d'études, notamment celles du CNC (Centre national du cinéma et de l'image animée), sur le panorama des interventions territoriales réalisé par Ciclic Centre-Val de Loire.

Nous avons mené des entretiens auprès d'acteurs locaux et nationaux, que nous tenons à remercier.

Liste des entretiens réalisés :

- Auvergne-Rhône-Alpes Cinéma | Marie Le Gac - responsable du développement et Aurélie Malfroy-Camine - responsable Bureau d'accueil des tournages
- Ciclic | Svetlana Cherrier - chargée de mission Animation filière Image
- CNC | Laurent Vennier - directeur des politiques territoriales et Pauline Devaux - chargée de mission
- Département de la Drôme | Marie Improvisi - chargée de mission Image animée et arts visuels
- Drac Auvergne-Rhône-Alpes | Catherine Puthod - conseillère pour le cinéma, l'audiovisuel et les arts numériques
- France Travail Scènes et images | Sabine Danquigny - directrice
- Jean-Baptiste Fribourg pour l'Echappée, Aura Aura et Appa
- Pôle Pixel | Géraldine Farage - directrice
- Région Auvergne-Rhône-Alpes | Alexandra Aizier-Bruckert - responsable du service Industries culturelles et créatives
- Strasbourg (Ville - Eurométropole) | Léa Laubacher - chargée des aides à la production et aux associations
- Valence Romans Agglo | Béatrice Dunis - responsable de service Filières et talents

► Description de la chaîne de valeur



La création d'un film passe par **l'écriture** d'un scénario ou d'un synopsis, puis par une phase de développement pour aboutir à la phase de **production** elle-même divisée en trois étapes : préproduction production proprement dite ou tournage et postproduction.

S'il ne s'agit pas d'une commande, l'auteur, souvent le réalisateur, doit convaincre le producteur de développer son projet.

Le producteur a pour mission d'évaluer et de réunir les moyens permettant au réalisateur de développer son projet. Il est présent tout au long de la fabrication du film. Il réunit les éléments financiers, juridiques et administratifs nécessaires à la réalisation du film. Il met en œuvre les moyens techniques et humains pour mener à bien le tournage dans le cadre du budget fixé.

Une fois le tournage terminé, le film rentre en phase de **postproduction** : montage, effets spéciaux, mixage audio, étalonnage...

La **distribution** cinématographique comprend les opérations intermédiaires entre la production et l'exploitation en salles, ainsi que le choix des modalités de la commercialisation. Le distributeur achète au producteur, très souvent l'ayant-droit, les droits de commercialisation et d'exploitation dudit film.

Le distributeur revend ensuite les droits d'exploitation aux salles de cinéma en vue de la diffusion du film. Il est chargé de la création des copies du film original, qui sont louées par les salles pour une fenêtre d'exploitation déterminée.

L'exploitation cinématographique est le secteur économique qui assure la diffusion des films auprès du grand public, dans les salles de cinéma.

Le secteur de la **diffusion** concerne les activités des chaînes de télévision, des plateformes de vidéo à la demande et des radios. Les diffuseurs financent largement la production des films : en 2023, ils ont contribué à hauteur de 34% dans le financement des films d'initiative française.

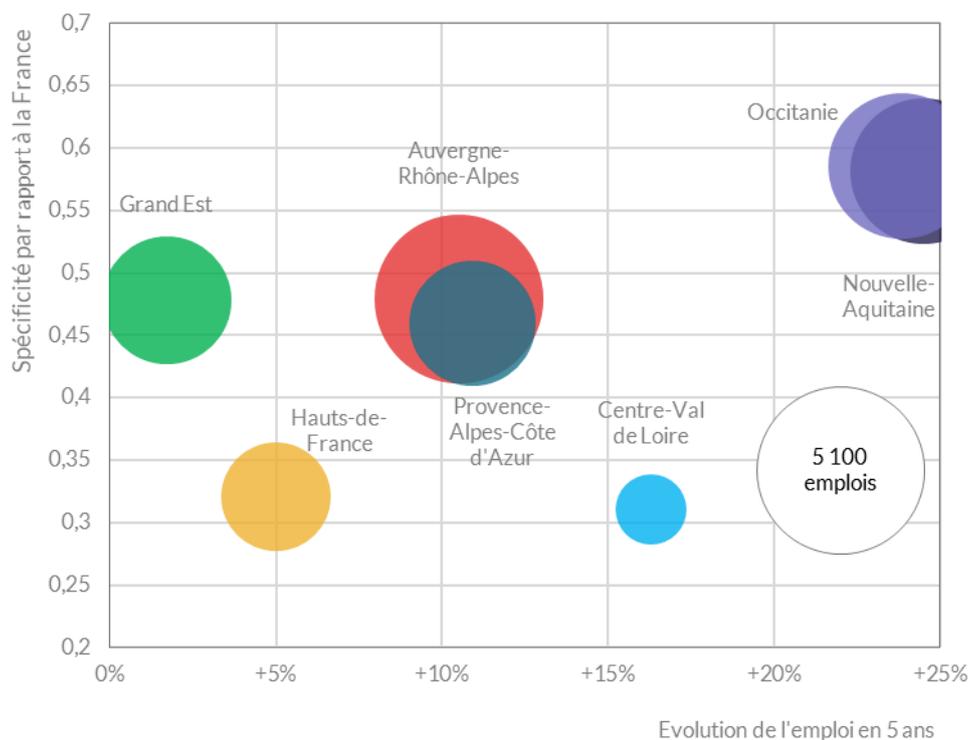
► Emploi dans la filière cinéma-audiovisuel, comparaisons entre régions et métropoles

La filière cinéma-audiovisuel se caractérise par une très forte centralisation en région parisienne. Le recours aux intermittents du spectacle est très important, l'emploi permanent (CDI et CDD) étant parfois minoritaire selon les secteurs. Après une période précédente plus difficile, les emplois ont augmenté ces cinq dernières années.

- La filière cinéma-audiovisuel pèse relativement peu en emplois permanents : elle représente 0,4% de l'ensemble des emplois salariés privés en France en 2023.
- La filière a fortement recours aux emplois intermittents : ceux-ci représentent 65% du total des emplois en France en 2023, cette part monte à 94% pour la production cinématographique, 83% pour la production audiovisuelle.
- C'est une filière très centralisée : l'Île-de-France concentre les deux tiers des emplois salariés privés (CDI et CDD) de la France et 79% du total des emplois (en comptant les intermittents).
- L'emploi augmente entre 2018 et 2023, cela fait suite à une période moins favorable :
 - +6% au niveau national entre 2018 et 2023
 - -13% entre 2013 et 2018.
- La croissance de l'emploi est majoritairement portée par les régions de province : +1 470 emplois en Île-de-France entre 2018 et 2023, +3 010 dans les autres régions.
- Auvergne-Rhône-Alpes est la deuxième région en volume d'emplois, loin derrière l'Île-de-France (5 090 fin 2023). L'emploi a progressé de +11% en cinq ans dans notre région.
- Les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie enregistrent les plus fortes hausses relatives.
- Les emplois sont majoritairement situés dans les métropoles :
 - Grand Paris = 96% des emplois d'Île-de-France
 - Métropole de Lyon = 46% des emplois d'Auvergne-Rhône-Alpes
 - Aix-Marseille = 53% des emplois de Provence-Alpes-Côte-d'Azur
 - Lille = 56% des emplois des Hauts-de-France
- La métropole de Lyon est la deuxième métropole de France en volume d'emplois loin derrière le Grand Paris. Elle compte 2 320 emplois, nombre en hausse de 9% en cinq ans (mais une stagnation en dix ans).
- Strasbourg et Montpellier sont les seules métropoles à être spécifiques. Ceci s'explique principalement par la présence d'Arte à Strasbourg et d'Ubisoft à Montpellier (établissement classé en activité de postproduction).
- Les augmentations d'emploi sont les plus fortes dans les métropoles de Bordeaux (+ 53%), Montpellier (+ 40%) et Toulouse (+29%). Ces hausses sont pour partie liées à des implantations et croissances d'établissements d'Ubisoft (classés en cinéma-audiovisuel. Il est à noter que l'établissement Ubisoft Ivory Tower à Villeurbanne n'est pas classé dans une activité relevant de la filière, contrairement à Arkane Studios).

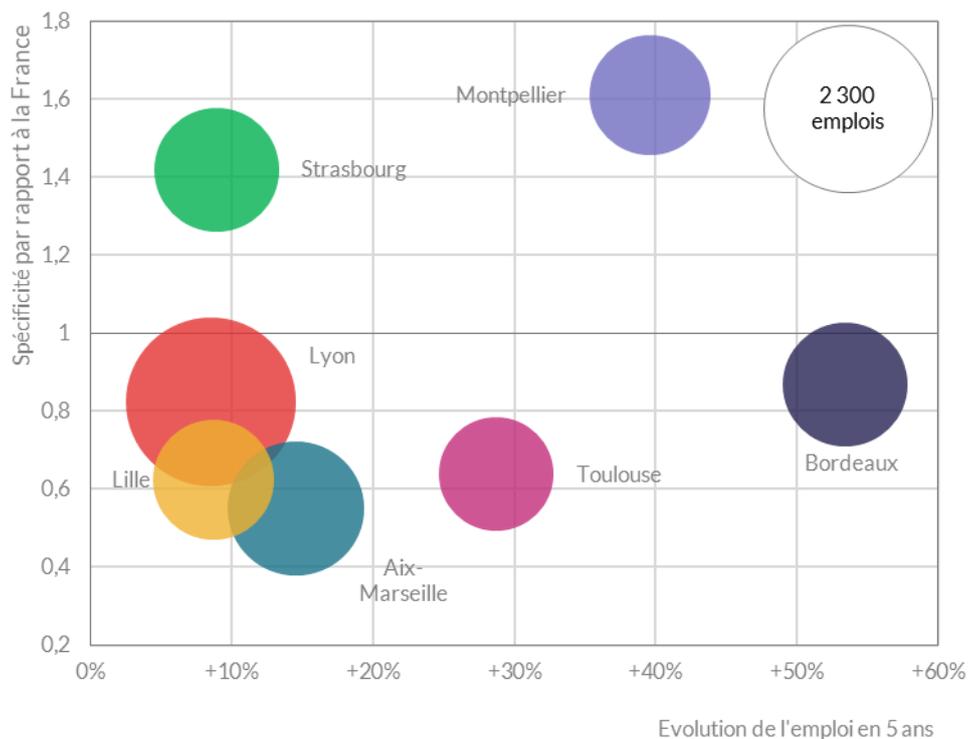
Emploi salarié privé de la filière cinéma-audiovisuel en 2023, évolution de l'emploi en 5 ans et spécificité* par rapport à la France

Régions (hors Ile-de-France)



Nb : pour des questions de lisibilité nous n'avons pas fait apparaître l'Ile-de-France (55 763 emplois, +3%, indice de spécificité = 2,5).

Métropoles (hors Paris)



Nb : pour des questions de lisibilité nous n'avons pas fait apparaître la métropole du Grand Paris sur le graphique (53 769 emplois, +3%, indice de spécificité = 3,4)

Source : Urssaf au 31-12-2023

*l'indice de spécificité est le rapport entre le poids relatif de la filière cinéma-audiovisuel sur le territoire et le même poids en France. Supérieur à 1, l'activité est surreprésentée, inférieur à 1 elle est sous-représentée

► Caractéristiques économiques des maillons de la chaîne de valeur



Production cinématographique

Métropole de Lyon

83

emplois (CDD et CDI) dans

29

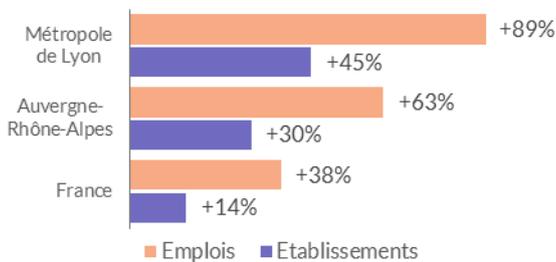
établissements

Source : Urssaf au 31-12-2023, Insee-Sirene janvier 2024, Audiens, CNC

Code NAF utilisé : 5911C - Production de films pour le cinéma

- L'activité de production cinématographique est très concentrée en région parisienne : 9 emplois (permanents et intermittents) sur 10 sont localisés en Île-de-France.
- Les emplois permanents sont très minoritaires, la production cinématographique a massivement recours à l'intermittence : 94% des emplois au niveau national, 79% au niveau de la région Auvergne-Rhône-Alpes. En France, près de 6 sociétés de production cinématographique sur 10 n'ont aucun salarié et ne déclarent que des intermittents du spectacle.
- Il y a moins de 100 emplois permanents dans la métropole de Lyon.
- Les sociétés de production sont à l'origine de 39% du financement des films d'initiative française, les diffuseurs 34%, les soutiens publics 8%.
- La production de films d'animation est moins centralisée : l'Île-de-France rassemble 62% de l'ensemble des emplois, la Nouvelle-Aquitaine 12% et Auvergne-Rhône-Alpes 10%. L'activité fait un peu moins appel aux intermittents du spectacle : 76% des emplois à l'échelle nationale.
- Principaux établissements de la métropole de Lyon :
 - ◆ Auvergne-Rhône-Alpes Cinéma, fonds de coproduction cinéma et audiovisuel de la région (SA dont le capital est détenu par la Région, la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes et BPI France Investissement)
 - ◆ Stim Studio : entreprise spécialisée dans la production et la création d'animations et d'effets visuels pour des films, des séries et des publicités
 - ◆ Plus de Prod : production exécutive, production créative, services aux productions (longs métrages, séries, fictions TV, publicités...)
 - ◆ Art Films : production de courts-métrages, de documentaires
 - ◆ Une Hirondelle Productions, maison de production du réalisateur Christian Carion
 - ◆ Butternut Productions, production de courts-métrages, clips et documentaires

Evolution du nombre d'emplois salariés et d'établissements employeurs entre 2018 et 2023



Principaux établissements de la Métropole de Lyon

Nom	Commune	Tranche d'effectif
AUVERGNE-RHONE-ALPES CINEMA	Villeurbanne	10 à 19
STIM STUDIO	Lyon 9	6 à 9
UNE HIRONDELLE PRODUCTIONS	Caluire-et-Cuire	3 à 5
ARTS FILMS	Lyon 2	3 à 5
PLUS DE PROD	Lyon 4	3 à 5
BUTTERNUT PRODUCTIONS	Lyon 9	3 à 5



Production audiovisuelle

Métropole de Lyon

777

emplois (CDD et CDI) dans

169

établissements

Source : Urssaf au 31-12-2023, Insee-Sirene janvier 2024, Audiens, CNC, Ciclic

Codes NAF utilisés :

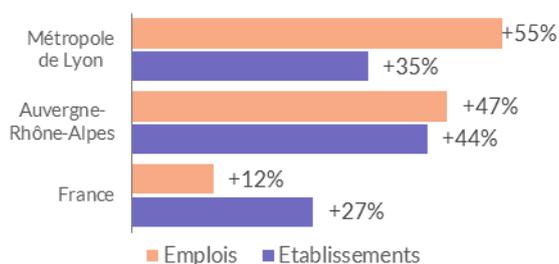
5911A - Production de films et de programmes pour la télévision
5911B - Production de films institutionnels et publicitaires

- Le secteur est très concentré en Île-de-France (85% du total des emplois français). Auvergne-Rhône-Alpes représente 4% des emplois nationaux (1% pour la production cinématographique).
- La production audiovisuelle a principalement recours aux intermittents (83% de l'ensemble des emplois en France, 75% en Auvergne-Rhône-Alpes).
- De nombreuses sociétés sont créées au fil des projets, et peuvent cesser leur activité une fois le projet réalisé.
- Le secteur est très dépendant des éditeurs de télévision (et notamment des grands groupes), malgré la hausse des commandes du secteur de la VOD.
- Les aides attribuées par les collectivités ont tendance à augmenter : 40 M€ en 2021, 42,2 M€ en 2022, 45,2 M€ en 2023.
- Près de 780 emplois salariés privés dans la métropole de Lyon, celle-ci représente 58% des emplois régionaux. Le nombre d'emplois et d'établissements a augmenté en cinq ans.

Principaux établissements de la métropole de Lyon :

- ◆ Arkane studios à Lyon Confluence, studio de jeux vidéo : une partie de l'activité est proche d'un studio d'animation 3D et 2D (production de trailers, de cinématiques, etc)
- ◆ OL images, filiale de l'OL gérant la plateforme OLPLAY
- ◆ Big Company : société de production d'animation, Big Company possède une grande diversité de compétences artistiques et techniques pour mener des projets avec le cinéma, la TV, les jeux vidéo, le sport, l'industrie...
- ◆ BK International : studio de production audiovisuelle notamment pour des spectacles, défilés ou événements publicitaires

Evolution du nombre d'emplois salariés et d'établissements employeurs entre 2018 et 2023



Principaux établissements de la Métropole de Lyon

Nom	Commune	Tranche d'effectif
ARKANE STUDIOS	Lyon 2	100 à 199
ATELIER CANOPE 69	Lyon 4	20 à 49
OL IMAGES	Décines-Charpieu	20 à 49
BIG COMPANY	Lyon 9	20 à 49
BK INTERNATIONAL	Lyon 3	10 à 19



Enregistrement sonore et édition musicale

Métropole de Lyon

223

emplois (CDD et CDI) dans

49

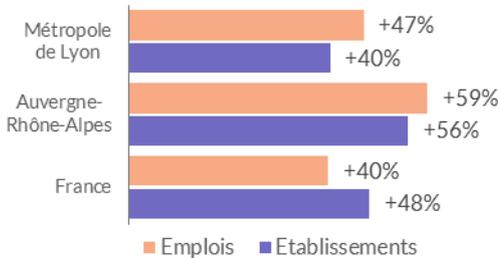
établissements

Source : Urssaf au 31-12-2023, Insee-Sirene janvier 2024, Audiens-CNC

Code NAF utilisé : 5920Z - Enregistrement sonore et édition musicale

- Cette activité compte peu d'emplois : 223 dans la métropole de Lyon (73% des emplois régionaux).
- Principaux établissements de la métropole de Lyon :
 - ◆ Studio Anatole : l'un des acteurs français de référence du doublage, voix-off et postproduction (cinéma, TV, jeux vidéo...). L'entreprise s'est développée depuis 2020 en investissant plus de 3 millions dans de nouveaux studios à Vaise, en reprenant Miroslav Pilon dans le 7^e et en lançant Blynd, société de production de contenus audio, présente sur différents sites à Lyon (Croix Rousse, Vaise et 7^e), 1 500 m² au total pour 40 collaborateurs et 20 studios
 - ◆ Crown Heights : affichage dynamique, solutions audiovisuelles, digital media
 - ◆ Id2son : affichage dynamique, équipement de salle de réunion...
 - ◆ ATS studios : communication sonore

Evolution du nombre d'emplois salariés et d'établissements



Principaux établissements de la Métropole de Lyon

Nom	Commune	Tranche d'effectif
ANATOLE	Lyon 1, 7 et 9	20 à 49
CROWN HEIGHTS	Charbonnières-les-Bains	20 à 49
ID2SON	Villeurbanne	20 à 49 s
ATS STUDIOS	Lyon 9	20 à 49



Postproduction

Métropole de Lyon

103

emplois (CDD et CDI) dans

16

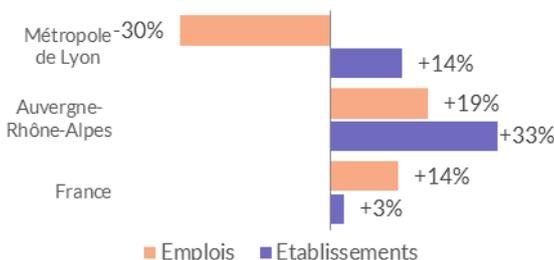
établissements

Source : Urssaf au 31-12-2023, Insee-Sirene janvier 2024, Audiens, CNC

Code NAF utilisé : 5912Z - Postproduction de films cinématographiques, de vidéos et de programmes de télévision

- L'ensemble des industries techniques, dont fait partie la postproduction, compte environ 700 entreprises en France. Le secteur est structuré autour de quelques grosses entreprises et de nombreuses petites : 20% réalisent 70% du CA. Les 10 premières emploient près de la moitié des salariés permanents et les deux tiers des intermittents.
- Huit emplois sur dix des prestataires techniques sont localisés en Île-de-France. Les intermittents représentent 58% des emplois en France.
- La métropole compte une centaine d'emplois dans la postproduction.
- Principaux établissements de la métropole de Lyon :
 - ◆ AMP Visual TV : prestataire technique (caméras, régies, techniciens) de tournages télévisés à Saint-Priest ; les équipes lyonnaises travaillent sur l'événementiel sportif
 - ◆ Transpa : basé au Pôle Pixel, loueur de matériel d'éclairage pour tournages (Transpalux), exploite des studios du Pôle
 - ◆ Archi Graphi : agence de communication spécialisée dans l'architecture, l'immobilier et la construction

Evolution du nombre d'emplois salariés et d'établissements employeurs entre 2018 et 2023



Principaux établissements de la Métropole de Lyon

Nom	Commune	Tranche d'effectif
AMP VISUAL TV	Saint-Priest	20 à 49
TRANSPA	Villeurbanne	20 à 49
ARCHI GRAPHI	Lyon 9	20 à 49



Distribution cinématographique

Métropole de Lyon

9

emplois (CDD et CDI) dans

4

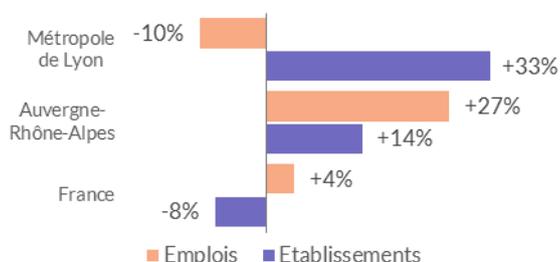
établissements

Source : Urssaf au 31-12-2023, Insee-Sirene janvier 2024, Audiens, CNC

Code NAF utilisé : 5913A - Distribution de films cinématographiques

- Au niveau national, il y a 139 distributeurs actifs de nouveaux films en 2023.
- Le secteur est structuré autour
 - ♦ des majors américaines : Walt Disney (16,1% de parts de marché), Universal Pictures (13,4%), Warner Bros (9,5%)...
 - ♦ des distributeurs intégrés / TV : StudioCanal (5,9%), Pathé Films (4,4%)...
 - ♦ des autres distributeurs.
- En 2023, les 10 premiers distributeurs concentrent 72% des encaissements, 36% des distributeurs ne distribuent qu'un film.
- Le nombre d'emplois est très faible (moins de 2 000 en France).
- Dans la métropole de Lyon, on trouve Gebeka Films (distributeur de films pour le jeune public, a également une activité de production), Sonis (services cinéma auprès des exploitants et distributeurs), Filigranowa (distributeur de films de montage).

Evolution du nombre d'emplois salariés et



Principaux établissements de la Métropole de Lyon

Nom	Commune	Tranche d'effectif
GEBEKA FILMS	Lyon 7	6 à 9
SONIS	Décines-Charpieu	3 à 5
FILIGRANOWA	Lyon 7	1 ou 2



Exploitation cinématographique

Métropole de Lyon

281

emplois (CDD et CDI) dans

30

établissements

Source : Urssaf au 31-12-2023, Insee-Sirene janvier 2024, Audiens, CNC

Code NAF utilisé : 5914Z - Projection de films cinématographiques

- En 2023, la France compte 2 056 établissements, dont 249 multiplexes, et 6 322 écrans.
- Auvergne-Rhône-Alpes est la région où l'on compte le plus d'établissements (322), elle a cependant moins d'écrans que l'Île-de-France (860 contre 1 195). Il y a 36 cinémas dans la métropole de Lyon, dont 7 multiplexes et 153 écrans (18% de la région).
- Les multiplexes de la métropole concentrent 64% des écrans et des fauteuils. A l'exception du Comœdia, ils appartiennent à un grand groupe : UGC ou Pathé.

Evolution du nombre d'emplois salariés et d'établissements employeurs entre 2018 et 2023



Principaux établissements de la Métropole de Lyon

Nom	Commune	Tranche d'effectif
UGC PART DIEU	Lyon 3	20 à 49
PATHE VAISE	Lyon 9	20 à 49
PATHE BELLECOUR	Lyon 2	20 à 49
UGC CONFLUENCE	Lyon 2	20 à 49
COMOEDIA	Lyon 7	20 à 49



Radiodiffusion

Métropole de Lyon

224

emplois (CDD et CDI) dans

35

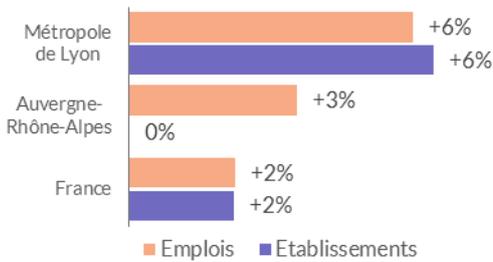
établissements

Source : Urssaf au 31-12-2023, Insee-Sirene janvier 2024, Audiens-CNC

Code NAF utilisé : 6010Z - Édition et diffusion de programmes radio

- Le secteur est dominé par plusieurs grands groupes nationaux (Radio France, RMC, Europe 1...)
- L'Île-de-France concentre 64% des emplois nationaux contre 7% pour Auvergne-Rhône-Alpes.
- Deux établissements du territoire dans les 15 plus gros employeurs de France du secteur : Radio Scoop et RCF

Evolution du nombre d'emplois salariés et d'établissements



Principaux établissements de la Métropole de Lyon

Nom	Commune	Tranche d'effectif
RADIO SCOOP	Saint-Cyr-au-Mont-d'Or	50 à 99
RCF	Lyon 5	50 à 99



Télédiffusion

Métropole de Lyon

621

emplois (CDD et CDI) dans

6

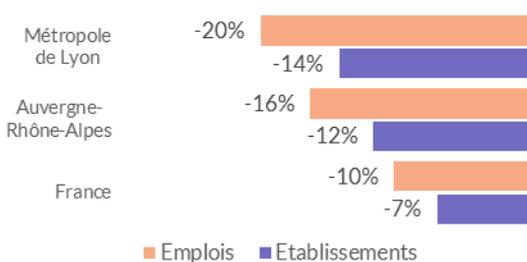
établissements

Source : Urssaf au 31-12-2023, Insee-Sirene janvier 2024, Audiens-CNC

Codes NAF utilisés : 6020A - Édition de chaînes généralistes, 6020B - Édition de chaînes thématiques

- Le secteur est largement dominé par plusieurs grands groupes historiques (France Télévision, M6, TF1, Canal+) et digitaux (Netflix, Amazon Digital).
- Les acteurs sont majoritairement implantés en région parisienne : l'Île-de-France concentre 78% de l'ensemble des emplois de la France, Auvergne-Rhône-Alpes 4%.
- La métropole de Lyon compte 621 emplois salariés privés soit les trois quarts des emplois régionaux. Le territoire a perdu plus de 150 emplois en 5 ans, en lien avec les premières suppressions d'emplois qui ont eu lieu à Euronews.

Evolution du nombre d'emplois salariés et d'établissements employeurs entre 2018 et 2023



Principaux établissements de la Métropole de Lyon

Nom	Commune	Tranche d'effectif
EURONEWS	Lyon 2	250 à 499
FRANCE 3 AUVERGNE RHÔNE ALPES	Lyon 3	100 à 199
FRANCE TELEVISIONS	Lyon 9	50 à 99
BFM LYON METROPOLE	Lyon 2	20 à 49

► Les tournages dans la région Auvergne-Rhône-Alpes

Auvergne-Rhône-Alpes Cinéma est le fonds de coproduction cinéma et audiovisuel de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

En plus de ses missions de développement, de coproduction et de promotion, elle assure le rôle de bureau d'accueil des tournages pour l'ensemble de la région. A noter que l'association Sauve qui peut le court métrage avait pour mission l'accueil de tournages sur le territoire de l'ex-Auvergne. Depuis juillet 2024, elle n'est plus mandatée par la Région pour assurer cette mission.

Près de 1 000 jours de tournage

En 2023, près de 1 000 jours de tournage ont eu lieu en Auvergne-Rhône-Alpes. On observe une certaine stabilité depuis 2019.

Les films et séries pour la télévision ont constitué près de la moitié des jours de tournage.

Même si des tournages ont lieu dans toute la région, deux principaux pôles géographiques attirent les projets : la métropole de Lyon et les Alpes.

Des retombées économiques

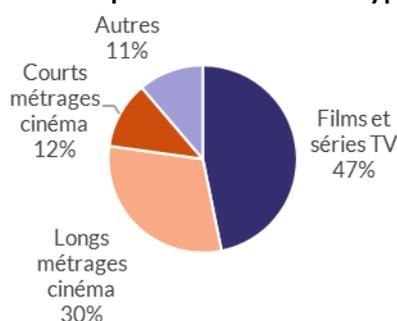
Aura Cinéma met en avant les retombées économiques de ces tournages : 33,5 M€ de dépenses directes sur le territoire (salaires des collaborateurs techniques et artistiques, achats et prestations techniques, locations et construction de décors, ensemble des frais liés à l'accueil et l'hébergement des équipes).

Les retombées des tournages de films et séries TV sont supérieures à celles des longs métrages cinéma : 23 € dépensés pour 1 € investi contre 4,5 € pour 1 € investi.

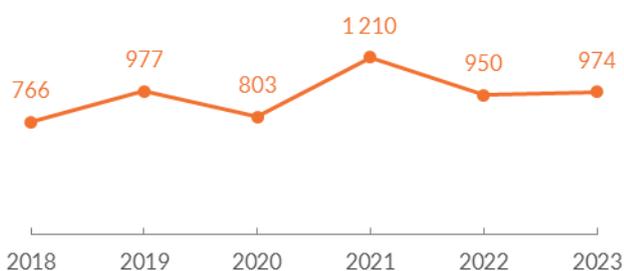
Une montée en puissance des autres régions

En 2023 comme en 2019, Auvergne-Rhône-Alpes se situe au cinquième rang des régions en nombre de jours de tournage de fictions ayant bénéficié de crédit d'impôt. Il y a 3,5 fois plus de jours de tournage en Occitanie et 2,5 fois plus en Paca. Le nombre de jours de tournage a progressé de manière beaucoup moins forte que dans d'autres régions.

Répartition des jours de tournage en Auvergne-Rhône-Alpes en 2023 selon le type de projets



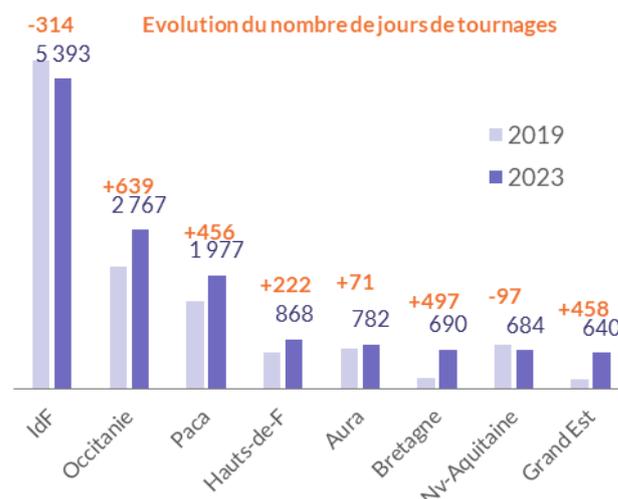
Nombre de jours de tournage en Auvergne-Rhône-Alpes



Source : Bureau d'accueil des tournages - Auvergne-Rhône-Alpes Cinéma

Nombre de jours de tournage de fictions ayant bénéficié de crédit d'impôt

Fictions cinématographiques et audiovisuelles françaises et étrangères
Crédit d'impôt : CIC (crédit d'impôt cinématographique), CIA (crédit d'impôt audiovisuel) et C2I (crédit d'impôt international)



Source : CNC



PORTRAIT REGIONAL DE LA FILIERE

Auvergne-Rhône-Alpes, région d'excellence

La filière cinéma audiovisuel est bien implantée dans la région. Elle se structure autour de cinq polarités, avec des expertises locales particulières sur l'animation, le court-métrage ou le documentaire. Les acteurs locaux la soutiennent largement, en développant des fonds de soutien, en accompagnant des lieux totems, des festivals ou encore des formations d'excellence.

3 M€

fonds régional de coproduction pour le cinéma

Un soutien régional transversal

La Région accompagne largement la filière. En articulation avec l'Etat (Drac, CNC), elle soutient les professionnels de la création à la diffusion. Aide à l'exploitation, aux festivals, aux résidences d'auteurs : les dispositifs sont multiples. Les principaux demeurent les fonds de soutien. La Région gère en direct les 1,4 M€ de fonds documentaire et court-métrage. Pour le reste, c'est l'agence Auvergne-Rhône-Alpes Cinéma qui met en œuvre une part importante de la politique régionale.

Une agence pour accompagner la filière régionale

Auvergne-Rhône-Alpes Cinéma est la société de coproduction cinéma et audiovisuel régionale. Elle investit près de 5 M€ par an dans des projets qui se déroulent dans le territoire, dont 3 M€ pour le cinéma. Depuis 2022, les fonds audiovisuels (2 M€) ont été transférés de la Région à Auvergne-Rhône-Alpes Cinéma. Les projets financés doivent justifier d'un montant dépensé dans le territoire.

Par ailleurs, la société assure un service de bureau d'accueil des tournages. Elle accompagne les professionnels qui souhaitent tourner dans le territoire dans leur recherche de lieux de tournage, de techniciens ou d'acteurs, ou bien dans leurs démarches administratives.

2 M€

fonds régional de coproduction pour l'audiovisuel

**La Région**

Auvergne-Rhône-Alpes

CINÉMA**1,4 M€**

fonds régional de soutien pour le documentaire et le court-métrage

Cinq polarités structurantes pour la filière dans la région

La filière cinéma-audiovisuel se structure autour de cinq pôles répartis dans la région. La plupart sont spécialisés dans un domaine particulier :

- les agglomérations de Valence et d'Anney dans l'animation,
- Lussas dans le documentaire,
- Clermont-Ferrand dans le court-métrage,
- la métropole lyonnaise se distingue par la concentration et la diversité des acteurs de son territoire.

Valence, 3^e terre d'animation derrière Paris et Angoulême

La filière est structurée autour d'un lieu totem : la Cartoucherie, pôle de l'image animée de 6 500 m², accueillant des sociétés de fabrication, des associations culturelles, des organismes de formation (La Poudrière, l'Ecas, Ecole Cartoucherie animation solidaire...) ou encore des espaces de diffusion. Deux collectivités, Valence Romans Agglo et le Département de la Drôme, coopèrent pour soutenir cette filière de 700 salariés. Elles cogèrent un fonds de soutien aux œuvres d'animation (développement et production) d'un montant de 450 000 € annuel.

450 000 €

fonds de soutien aux œuvres d'animation cogéré par l'agglomération de Valence et le département de la Drôme

La filière image et industries créatives à Annecy

L'ensemble de la filière, spécialisée dans l'animation, employait 2 200 personnes en Haute-Savoie fin 2022. Elle est structurée autour de l'établissement public de coopération culturelle Citia (Cité de l'Image en mouvement) et d'un lieu totem de 7 000 m² : les Papeteries-Image Factory, tous les deux à Annecy. Le territoire compte des formations d'excellence, comme l'école des Gobelins ou Brassart, et accueille le festival international du film d'animation à Annecy.

La filière est accompagnée localement par un fonds de soutien aux œuvres d'animation confié à Citia pour un montant de 700 000 €. Il comporte des aides à la production et des aides au développement.

Un pôle documentaire ardéchois à Lussas

La filière ardéchoise spécialisée dans la production de documentaires de création s'articule autour de Lussas et de l'association Ar-

dèche Images. Cette dernière organise les Etats généraux du film documentaire. Par ailleurs, le territoire travaille sur son offre de formation : l'Ecole du documentaire propose des formations à l'écriture, à la réalisation et à la production documentaire. Ardèche Images a été lauréate de l'appel à projet lancé dans le cadre du volet culture de France 2030, afin de développer son offre de formation.

Une expertise autour du court-métrage à Clermont-Ferrand

La filière clermontoise s'est structurée notamment autour de l'association Sauve qui peut le court-métrage. C'est elle qui organise le Festival international du court métrage ou encore le Marché du film court. Par ailleurs, le territoire héberge le centre de documentation de La Jetée, dédié entièrement au cinéma et au court-métrage (porté lui aussi par l'association SQPCM). Le territoire propose des programmes de professionnalisation pour les acteurs locaux : des résidences, formations professionnelles ou de l'accompagnement.

Des acteurs nationaux pour soutenir la filière régionale

Plusieurs acteurs institutionnels nationaux sont implantés localement pour accompagner la filière.



C'est le cas de **France Travail Scènes et Images**. Spécificité du territoire (seule agence en France dédiée au secteur avec Paris), l'agence déploie une offre spécifique d'accompagnement des demandeurs d'emploi de la filière. Elle participe au Coef Culture (contrat d'objectifs emploi formation), met à la disposition des locaux pour les castings...



Le **CNC** est un co-financier historique de la filière régionale, à travers des fonds locaux d'aides à la production (sur le principe de 1 € investi par le CNC pour 2 € investis par la col-

lectivité). Le CNC n'abonde plus aux nouveaux programmes de ce type depuis 2019. Il finance par exemple 100 000 € du fonds de soutien drômois, et la même somme pour celui de Haute-Savoie. La Drôme, Valence Romans Agglo et la Haute-Savoie ont ainsi augmenté leur soutien financier sans augmentation de la participation du CNC. Il abonde à hauteur de 1,7 M€ aux différents fonds gérés par Auvergne-Rhône-Alpes Cinéma.



La **Direction régionale des affaires culturelles** (Drac) intervient peu dans le champ économique de la filière, sauf sur la formation (soutien à la CinéFabrique par exemple). Elle fait le lien entre les territoires et le CNC, elle accompagne la structuration du tissu des salles de cinéma et met en place les dispositifs d'éducation à l'image.



PORTRAIT REGIONAL DE LA FILIERE

Lyon, une métropole incontournable pour la filière dans la région

La Métropole de Lyon au cœur de l'écosystème régional

Avec 2 300 emplois salariés privés, la métropole lyonnaise est un pôle important à l'échelle régionale. On y trouve d'importants festivals et formations, dont le festival Lumière et la CinéFabrique, mais aussi l'école Emile Cohl, Brassart ou l'Esec. Le territoire accueille par ailleurs de nombreux tournages. La filière est soutenue localement à travers un dispositif de soutien à la création cinématographique (l'Atelier des cinéastes), confié à l'association L'Échappée (bourse d'écriture, budget pour un atelier cinéma).

Une grande diversité d'activités dans le territoire

Au sein d'un écosystème régional spécialisé, la particularité de la métropole lyonnaise est la diversité des activités qu'elle accueille. On y trouve de nombreux acteurs de la production, que ce soit dans l'**animation** (Arkane, Big Company, 12//24 Films...), l'**audiovisuel** (BK International, Regular Production...) ou le **documentaire** (JPL Production, Société des Apaches, Backstory Média...). La plupart des sociétés de production sont des petites structures, et on compte peu de gros acteurs, qui sont surtout situés en région parisienne. On trouve aussi de nombreux prestataires techniques, notamment le loueur de matériel d'éclairages Transpalux ou encore le Studio Anatole, l'un des principaux acteurs du doublage en France.

De forts enjeux de coopération à l'échelle locale

La filière locale se structure notamment autour du Pôle Pixel (voir encadré ci-dessous). La collaboration entre les acteurs se fait à travers certains dispositifs, comme le fonds de dotation Dotimages, visant à développer le mécénat pour soutenir le financement de projets, regroupant plusieurs producteurs ainsi que Transpa. Mais les tentatives plus larges de structuration de la filière n'ont pas abouti, après la fermeture du pôle de compétitivité Imaginove puis celle du cluster Auvergne-Rhône-Alpes In Motion (AIM).

Des jeunes professionnels en manque de débouchés locaux

Malgré plusieurs formations d'excellence dans le territoire, les jeunes diplômés semblent manquer d'opportunités à l'échelle locale. Le financement de l'émergence n'est pas une priorité des fonds de soutien régionaux, alors que les jeunes professionnels auraient besoins de plus de débouchés locaux, ou encore d'avoir accès à des lieux de tournage ou à du matériel.

4 000€

C'est le montant de la bourse d'écriture financée par la Métropole de Lyon à destination des auteurs

Le Pôle Pixel, centre de gravité du cinéma et de l'audiovisuel dans le territoire

Situé à Villeurbanne, le Pôle Pixel est à la fois un lieu de 30 000 m² et une association au service des professionnels. Il héberge des studios d'enregistrement, de tournage, des entreprises et des associations en lien avec la filière. L'association est au carrefour d'acteurs de la filière, comme les universités, les auteurs-compositeurs, les producteurs... Elle propose une offre d'accompagnement des émergents et des professionnels à travers son programme « Parcours de Pixel ». Mais le positionnement du Pôle Pixel est parfois peu lisible pour les acteurs locaux, avec trois bailleurs différents et des difficultés de commercialisation pour les studios. Le Pôle, qui hébergeait Imaginove et AIM (voir ci-dessus), est en réflexion sur sa future feuille de route.



DES COLLECTIVITES QUI SOUTIENNENT LA FILIERE

Une filière très soutenue localement

Des soutiens locaux multiples et multiformes

La filière cinéma-audiovisuel peut compter sur de nombreux appuis locaux en France. Toutes les Régions la soutiennent. Certains Départements et Métropoles / EPCI développent une politique de soutien encore plus locale. Au total, 30 collectivités avaient une convention avec le CNC en 2023.

Certaines collectivités proposent un soutien au sens large à la filière, en aidant à sa promotion, en participant à sa visibilité dans des salons et festivals, en accompagnant la structuration à l'échelle locale ou encore en soutenant l'entrepreneuriat.

Les acteurs locaux s'appuient souvent sur des acteurs spécifiques pour mener leur politique : on note l'existence de nombreuses agences régionales du cinéma, à l'instar d'Auvergne-Rhône-Alpes Cinéma, ainsi que de nombreux acteurs-filière sous format associatif.

Les fonds de soutien constituent le principal soutien local de la filière, mais les acteurs locaux ont en réalité développé de nombreux outils pour accompagner les acteurs.

Le fonds d'aide, principal levier local de soutien à la filière

Les collectivités soutiennent d'abord la filière du point de vue financier, à travers des fonds d'aides. La majorité sont cofinancés avec le CNC (voir page 13).

Ces aides sélectives, souvent accordées après validation d'un comité de lecture, sont très variées en fonction des politiques locales.

La majorité des fonds (88%) soutient l'étape de production*. Les étapes de développement (7%), écriture (3%) et postproduction (2%) sont moins soutenues en enveloppe financière. Les aides à l'écriture et au développement représentent 10% de l'enveloppe globale mais 40% des projets soutenus. Ces premières étapes, cruciales pour le projet et pour le soutien à la filière, nécessitent des montants largement inférieurs par projet à ceux de l'étape de production.

Ce sont surtout les longs métrages qui sont soutenus (44% des fonds), devant la fiction télévisuelle (18%) et les documentaires (15%).

Certains fonds peuvent être ciblés vers une filière particulière (animation, documentaire, court métrage...) ou poursuivre un objectif particulier (soutien aux jeunes talents, à la création, à l'écriture, etc.).

Un accompagnement technique et logistique pour les tournages

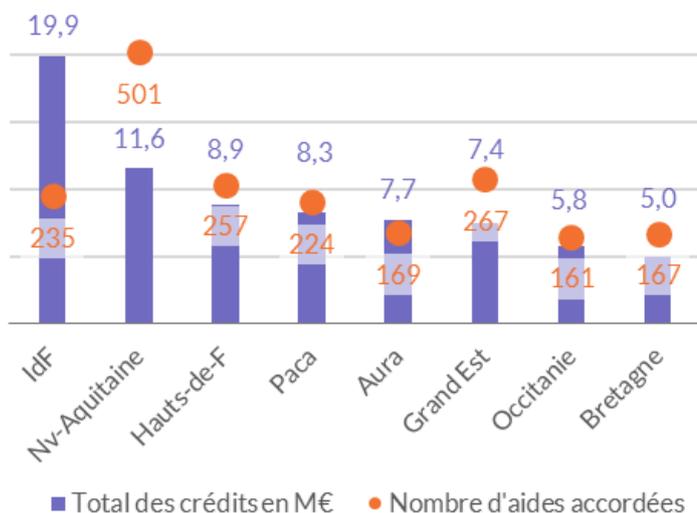
Des accompagnements aux tournages sont souvent proposés par les acteurs locaux. Ils sont généralement portés par des bureaux des tournages, et permettent de mettre en valeur les atouts du territoire auprès des acteurs de la filière.

Aides au repérage ou pré-repérage des lieux de tournage, recherche de décors, accompagnement administratif et autorisation de tournages, annuaires locaux de comédiens, techniciens ou prestataires : l'offre de service des bureaux des tournages varie en fonction des territoires.

*Source : Ciclic, panorama des interventions territoriales.

Soutiens en faveur de la filière cinéma audiovisuel par région

Source : Ciclic, panorama des interventions territoriales. Ensemble des collectivités soutenant la filière dans les principales régions





DES COLLECTIVITES QUI SOUTIENNENT LA FILIERE

Une filière très soutenue localement

Ciclic, une agence au service de la filière régionale

Ciclic est l'Agence régionale du Centre Val de Loire pour le livre, l'image et la culture numérique. C'est un établissement public de coopération culturelle. L'Agence agit dans le champ du patrimoine, de l'éducation à l'image et à la lecture, de la diffusion et de la création.

Elle accompagne notamment la filière à travers des aides au projet, des aides aux frais généraux et des aides au parcours. Ces fonds de soutien sont financés par la Région et le CNC, à hauteur de 2,6 M€, et permettent d'accompagner une quinzaine de sociétés de production par an. Ciclic finance aussi le codéveloppement à l'international des longs métrages, et propose un dispositif de bourse post-études pour les jeunes diplômés, notamment ceux de la Poudrière à Valence.

A une échelle plus locale, Ciclic soutient un incubateur d'entreprises à Tours, où sont installées des sociétés de production, une résidence d'animation située à Vendôme, ainsi que les archives régionales du film à Issoudun.

Enfin, l'Agence accompagne la filière dans un sens plus large : elle encourage les professionnels à se monter en collectifs (auteurs, réalisateurs, producteurs...) et aide à la structuration de la filière postproduction.

A Strasbourg, la complémentarité Ville-Métropole pour accompagner les acteurs

L'agglomération strasbourgeoise se caractérise par la présence d'une filière documentaire forte, portée par la présence d'Arte, qui entraîne de nombreuses activités de postproduction et de son. La fiction télévisuelle se développe depuis une dizaine d'années et le tissu d'acteurs se diversifie.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg travaillent en complémentarité pour soutenir la filière. La première finance des associations organisant des festivals, proposant des formations à l'image, ainsi que plusieurs cinémas municipaux. La seconde propose des dispositifs à destination des professionnels, et soutient la production pour le cinéma, la télévision, les longs et courts métrages, l'animation ou encore les documentaires. Elle propose une aide aux projets structurants, comme des projets d'œuvres, et porte une politique spécifique en direction des jeunes auteurs (aide au concept, ateliers collectifs et individuels, bourse à l'écriture).

Enfin, le territoire possède son propre bureau d'accueil des tournages, complémentaire à celui de la Région qui porte le réseau des tournages Plato. Alors que le travail régional porte plus sur l'amont des tournages, Strasbourg accompagne les équipes sur les volets administratif et logistique.

Pictanovo soutient la filière en région Hauts-de-France

Pictanovo est l'agence chargée de mettre en œuvre la politique image-cinéma-audiovisuel de la Région Hauts-de-France. Financée essentiellement par l'Etat via le CNC et la Région, l'association accompagne la création, la production et la diffusion de divers projets liés à l'image.

Elle propose une dizaine de fonds de coproduction, qui sont accordés après passage devant un comité de lecture : fictions, documentaire, court métrage, animation jeu vidéo, nouveaux médias, ou encore des programmes comme Emergence, Hauts de France Talent et le « programme éditorial ». Elle a lancé en 2023 un fonds « économique » spécifique aux projets à forte valeur ajoutée pour la région (cinéma, télévision ou animation).

Au-delà de la coproduction, Pictanovo propose une offre de soutien plus large à la filière cinéma-audiovisuel. Elle héberge un bureau d'accueil des tournages, et permet aux professionnels de trouver plus facilement des lieux de tournage, des décors, ou encore des comédiens, techniciens et prestataires du territoire pour prendre part au projet. 14 villes ont été labellisées « Film Friendly » pour faciliter l'accueil de tournages.

Par ailleurs, l'agence encourage les professionnels à s'organiser en collectifs (producteurs, auteurs, professionnels de l'animation...).

Valence Romans Agglo et la Drôme coopèrent pour soutenir la filière animation

A Valence, le soutien local est issu de deux collectivités qui coopèrent : l'Agglomération de Valence, et le Département de la Drôme.

La politique locale consiste à accompagner les œuvres d'animation pour développer la filière et renforcer la valeur de ce qui est produit dans le territoire. Le nombre de studios a doublé depuis 2016.

Cette coopération s'illustre notamment à travers la mise en place d'un fonds de soutien. Initialement, le CNC participe au fonds au titre de son programme 1€ pour 2€ (voir p. 13). Par la suite, les collectivités ont fait le choix d'augmenter leur participation malgré le gel de la participation du CNC. Le fonds est de 450 000 € aujourd'hui. Il ne concerne que les œuvres d'animation. Il concerne les phases de développement (audiovisuel et long métrage) et de production (audiovisuel et court métrage). Les fonds sont accordés après passage en comité de sélection, selon des critères artistiques, techniques et financiers. Par ailleurs, une part des dépenses du projet doit être dépensée dans le territoire.

Les collectivités soutiennent par ailleurs les acteurs-filière du territoire. Ainsi, l'Agglomération porte la Cartoucherie, alors que le Département finance la Poudrière. D'autres acteurs, comme l'association L'Equipée ou la salle LUX sont aussi soutenus.



Une filière à structurer et à valoriser

Une filière régionale forte s'appuyant sur des polarités spécialisées

- Une région attractive pour les tournages (Lyon, chaîne des Alpes, grande diversité de décors)
- Plusieurs polarités spécialisées (animation : Annecy et Valence ; documentaire : Lussas ; court métrage : Clermont-Ferrand) ou diversifiée (Lyon)
- Plusieurs festivals d'importance (Lumière, Annecy, Clermont, Lussas...)
- Des formations d'excellence (CinéFabrique, Poudrière, Gobelins...)
- Une Région active dans le soutien à la filière (bureau d'accueil des tournages, aides régionales, fonds de coproduction...)
- Animation : deux pôles régionaux structurés et structurants
- Un contrat d'objectifs emploi formation (Coef) culture pour favoriser l'emploi et la formation professionnelle

Des enjeux de positionnement pour la filière

- Une nouvelle feuille de route pour le Pôle Pixel, potentiel chef de file et lieu totem à l'échelle locale
- Un potentiel d'hybridation avec la filière jeu vidéo bien ancrée dans le territoire, avec un chef de file local (Game Only)

Un défaut de structuration de la filière à l'échelle régionale comme locale

- Filière peu structurée sans chef de file clair à l'échelle régionale (échec des initiatives Imaginove et AIM)
- Peu de soutien à l'émergence, notamment sur la fiction
- Une coopération existante mais limitée à certains acteurs
- Un manque de débouchés locaux pour les jeunes professionnels
- Un modèle de coproduction favorisant les gros projets
- Une stagnation des fonds régionaux
- Peu de données / d'observation à l'échelle régionale
- Des départs d'entreprises du territoire (Xilam, ZQSD...)

Une concurrence accrue à l'échelle nationale comme internationale

- Une concurrence intrarégionale, notamment sur des fonds nationaux (exemple : France 2030)
- Concurrence croissante des autres régions (studios, fonds de soutien...)
- Forte concurrence internationale
- Gel de l'enveloppe du dispositif « 1 € pour 2 € » du CNC
- Baisse des commandes des grandes plateformes numériques

Directeur de la publication : Damien Caudron

Référents : **Sophie-Anne CARROLAGGI** - sa.carrolaggi@urbalyon.org
Clément JACQUEMET – c.jacquemet@urbalyon.org

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme